

SOUVENIRS DE COMPIEGNE : 1940-1942

par Albert Guerineau

Première partie: «Compiègne brûle-t-il ?» mai-juin 1940

Albert Guerineau, sous-préfet de Compiègne de 1934 à 1942, est né le 19 août 1889 à Gournay (Deux Sèvres). Licencié en droit, il fut, jusqu'en 1914, avocat à la Cour d'appel de Poitiers.

A la déclaration de la guerre, il fut mobilisé au 285ième, muté au 295ième, puis au 7ième Régiment d'infanterie. Nommé en 1919 chef adjoint au cabinet du commissaire de la République à Metz, il commença une brillante carrière qui le fit successivement chef de cabinet du Préfet du Haut Rhin, sous-préfet de Thann, sous-préfet de Metz, sous-préfet de Compiègne, puis détaché au ministère de la santé publique où il gravit les échelons de préfet de 3ième, 2ième et 1er classe avant d'être admis en 1951 à faire valoir ses droits à la retraite. Titulaire de nombreuses décorations, Albert Guerineau était Officier de la Légion d'Honneur, croix de Guerre, officier des Palmes Académiques. Albert Guerineau est décédé à Gournay le 6 novembre 1965.

Ce texte est paru dans le journal «L'Oise Matin», à partir du 24 novembre 1959. Nous tenons à remercier M. Brunin et la Collectionnoise qui nous ont permis de retrouver ce témoignage. (N.D.L.R)

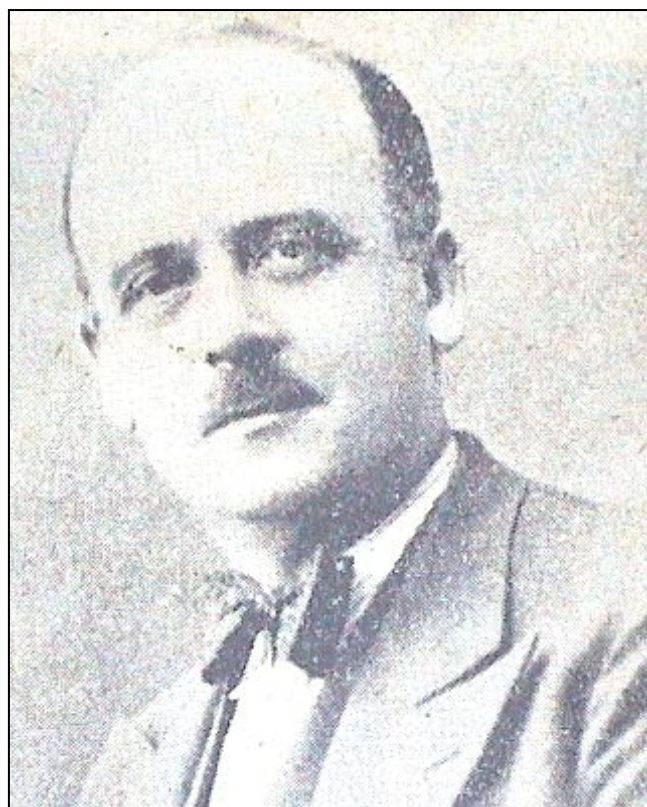
La drôle de Guerre

La guerre est là. A nouveau. Bizarre. Larvée. Les troupes attendent l'arme au pied ou au râtelier.

A l'arrière, nous organisons des ouvroirs, des collectes de livres. Nous achetons des jeux de cartes, des ballons. On ne peut pas évidemment faire des exercices en campagne toute la journée. Et puis le temps doit paraître long dans les casemates imposantes et profondes de la ligne Maginot que je connais bien, et qui donnaient l'impression de la sécurité. Ou dans les petits abris blindés de la frontière belge, qui m'ont déçu quand je les ai visité en 1937. Nous avons déjà autant, sinon mieux en 1918.

On rit, mais on a l'impression que cela ne peut pas durer. Mais ça dure. Le temps de laisser les Allemands et les Russes, les alliés du 23 Août, abattre la Pologne, notre amie, pour laquelle nous nous battons.

Drôle de guerre ! Les cafés de Compiègne regorgent d'officiers et même de soldats. Plus une table libre, le



Albert Guerineau - Photo Oise matin

bridge, la belote, l'écarté les ont toutes conquises. Champ de bataille pacifique, stratégique cependant : feintes, prises de l'ennemi en fourchette, offensives et défensives !

On fait la queue devant les billards. On boit. Jamais les bistros n'ont vendu tant d'apéritifs et d'alcools. On danse un peu partout. Les mères de famille surveillent leurs filles Prestige de l'uniforme propre et fantaisie. Mars et Venus sont heureux.

Drôle de guerre !

10 MAI 1940

Coup de tonnerre sur la ville des "Dormeurs"

Réveil en fanfare. Il est 4 h. 50. Les "dormeurs de Compiègne" sont réveillés en sursaut par un déchirement lugubre, des sifflements multiples et prolongés. Des chapelets de bombes descendent, éclatent. Les vitres des maisons ont peur. Les habitants se lèvent, émus, bien que le danger soit passé. Je téléphone au capitaine de gendarmerie Marchal : "Où est-ce ?"

Il ne sait rien encore, me rappellera. Je m'habille. Et dix minutes après nous roulons vers Choisy-au-Bac.

Les bombes incendiaires et explosives sont tombées en pleine campagne, en terrain très meuble, le long de la rivière, s'enfonçant, pour beaucoup du moins, sans éclater, creusant de superbes puits aux bords lisses et sans fond. On discute sur l'objectif qu'ils visaient. Le plus vraisemblable est à un kilomètre à peine. Les pompiers arrosent du foin allumé par une bombe incendiaire.

Il est 7 heures. Au café de la rue principale où nous nous

arrêtons, la T.S.F., diffuse des nouvelles alarmantes. Les Allemands attaquent en force sur Sedan, et tentent de percer.

Que faire ? Rentrer. Attendre et espérer en la ligne Maginot. Mais je reviens à mes pensées tristes. J'ai visité les fortins de la région Sedan-Vervins.

Evidemment les Allemands ont préféré attaquer là que sur Saint-Avoid ou Bitché. C'était à prévoir sans être généralissime.

Les premiers blessés arrivent.

22 heures. On m'annonce un train de blessés. Je file à la gare. Letrainestlà. Deshommes, desfemmesparlentougémissent. Les premiers. Ils ne savent pas grand chose. Des bombes sont tombées sur leur village. Ici un mourant, un mort. Là, une cuisse brisée. Le train va repartir.

D'autres viendront, s'arrêteront ou passeront. Les hôpitaux ont ordre de dégager tous les lits possibles. Les 600 médecins, médecins auxiliaires et pharmaciens de Royal-lieu s'organisent. La guerre est venue. Ils l'attendaient depuis neuf mois.

11 MAI

Les puissantes voitures commencent à passer. Puis les petites : hollandaises, belges, luxembourgeoises, françaises. Il va falloir organiser un service d'ordre sérieux dans les rues encombrées. Ce défilé trouble les cerveaux qui déjà se disent : "Préparons nous à en faire autant" Cet exode qui commence commande le défaitisme dans les pensées.

12 MAI

L'exode continue. Il a gagné la région. J'apprends que les Compiègnais s'en vont, sont partis.

D'abord ceux qui ont des parents, des amis dans le midi, puis ceux qui n'ont personne, n'importe où. Voir si vraiment il n'y a plus de Pyrénées !... L'ennemi a percé, approche de Vervins, dit-on.

13 MAI

Mobilisation contre les pillards

L'encombrement s'amplifie. Après les autos, les chars, les animaux fourbus, les femmes et les enfants juchés en équilibre sur les charretées de foin. Des cyclistes, des piétons qui n'en peuvent plus et se couchent sous les arbres. Le ciel est clair la nuit, la terre est chaude. Ils s'étendent là avant de reprendre au petit jour leur course à l'inconnu. Ils épuisent leurs dernières provisions parfois.

Mais les boulangeries, les boucheries, les épicerie sont fermées. Alors c'est le pillage. Les portes sont enfoncées, même celle des horlogeries, des bijouteries, des magasins de nouveautés et de fourrures. La police ne suffit plus. La Place demande un peloton de gardes mobiles. Il en faudrait dix, et encore ! L'Intendance dépanne l'autorité civile, heureusement. Elle distribue ce qu'elle peut, c'est-à-dire des boules de pain. Mais point de lait pour les enfants.

Et cependant que les vaches meuglent dans les fermes ou les prés, abandonnées par les cultivateurs. L'Armée organise leur rassemblement, leur chargement en gare de Compiègne et leur envoi dans le Midi où, peut-être, leurs propriétaires les retrouveront en une quelconque boucherie.

Les Allemands, maîtres du ciel

On annonce, de ci, de là, quelques bombardements de villages, des morts, des blessés, des incendies. L'aviation Allemande domine.

Les premiers militaires apparaissent. On leur demande où ils vont. Tous cherchent "leur colonel". C'est un véritable mot d'ordre, allant de bouche en bouche. Certains n'ont plus de fusil. Le pessimisme gagne. La 5^e colonne, certes, mais aussi la troupe mêlée aux civils et qui leur raconte bien plus qu'elle n'en a vu, certainement accentuant l'oeuvre de démoralisation. Et tout cela est infiniment triste. Mais tout cela aussi est un torrent que nulle force humaine ne peut, de l'arrière du moins, enrayer. Un capitaine, en auto, interpelle le capitaine Villaume de l'Etat-major de la Place qui me rapporte leur conversation. J'en remplacerai la narration par une ligne de points...

14 MAI

L'exode continue. Des cyclistes. Des piétons. Les autos sont toujours nombreuses et il s'en suit des embouteillages. Des centaines de pauvres gens dorment à la belle étoile, sur l'herbe, sous les arbres, aux abords du château et des avenues. Les mises à sac s'accroissent malgré les polices civile et militaire. Les soldats qui refluent ne peuvent quand même pas aller présenter leur gamelle à l'Intendance ! Et pourtant il faut manger. Je vois à Choisy-au-Bac une épicerie copieusement dévalisée. On marche sur les emballages vides, évidemment.

16 MAI

L'aviation allemande est maîtresse de notre ciel. Si de temps en temps on signale un avion ennemi descendu dans les environs ; par contre trop d'appareil français sont abattus. Mieux vaut que les civils qui n'ont rien à faire ici, qui n'ont aucune mission administrative ou hospitalière, s'en aillent.

J'envoie ma famille à Versailles. Seul, je me sens plus sûr et mieux armé contre les risques de la guerre. Je le sais.

17 MAI

Soissons nous envoie ses réfugiés !

A midi, un avion allemand mitraille un train civil en gare. Une femme se sauve et est écrasée par une locomotive qui manoeuvre. Une autre femme, cardiaque, meurt de saisissement. Un avion français survient, fonce sur l'allemand qui va s'abattre entre Compiègne et Choisy-au-Bac.

Le sous-préfet de Soissons téléphone :

“A partir de midi, des autocars se succéderont, de Soissons à Compiègne, pour y déverser les réfugiés qui encombrant la ville. Ordre du Préfet de l’Aisne”.

Il dépasse les limites de son département et de ses pouvoirs, le Préfet de l’Aisne ! Décongestionner Soissons, c’est congestionner davantage Compiègne! Or, les problèmes principaux qui se posent, alimentation, circulation, sont de plus en plus difficiles à résoudre. Les bureaux de la Place, la sous-préfecture, la police, la gendarmerie ne savent plus où donner de la tête. Et pourtant il faut aviser. Je téléphone à Préfecture où l’on me répond :

«Empêchez ces réfugiés d’entrer à Compiègne. Créez entre Soissons et Compiègne un centre d’accueil où vous les ravitaillerez et d’où vous les ferez acheminer vers le Sud.

- Par quel moyens ?

- Débrouillez- vous ! »

Une seule solution : leur faire contourner Compiègne par Crépy-en-Valois, Senlis...

Les escadrilles ennemies s’acharnent sur la ville

Je choisis immédiatement Attichy et j’avertis le Maire, M. Henin. L’hôpital sera le lieu d’hébergement central. Les maisons seront réquisitionnées. Je fais appel à l’Intendance qui, toujours avec la même obligeance, me promet 5.000 rations de pain, riz et vin, rendues à Attichy à 14 heures. Je prévient la gendarmerie pour faire bloquer à Attichy toute la circulation.

Je déjeune rapidement et pars. Je passe par Rethondes. Avec quelles difficultés ! Les charrettes circulent au milieu d’animaux de fermes attachés aux voitures, et des voitures d’enfants poussées péniblement dans cette cohue par des mères exténuées. La gendarmerie - quelques unités - parvient difficilement à permettre les croisements. J’arrive enfin au pont de Rethondes. Une sentinelle me barre le passage: «Pont réservé à l’armée!». Je suis contraint de faire demi-tour. Un coup de sifflet. Alerte. “Garez vous sous un sapin !” J’obéis.

Un puissant ronflement d’avion approche. Ils sont nombreux. Autour de moi, des artilleurs sont couchés ou planqués contre les arbres. Un officier vient à moi. Je me nomme et nous causons. Les avions passent. Les éclats de D.C.A. tombent. Nous avons heureusement notre casque.

“Je vois à votre boutonnière la Légion d’Honneur”.

“Oui à titre militaire. Infanterie... et la croix de guerre. Vous avez fait l’autre et vous ne devez pas comprendre. Mais vous ne pouvez concevoir ce qu’est une guerre ! Il n’est pas un être humain qui puisse tenir sous les bombardements de l’aviation allemande en rase-mottes, nous mitraillant en piqué sur nos batteries ou nos convois. Une bombe tombe, la batterie est en l’air. Les hommes se sauvent. Il est impossible de les retenir. Nous regardons anxieusement le ciel dans l’attente des nôtres. Pas un ! Vous entendez, pas un ! Il n’y a donc plus d’aviation en France !.

Puis un autre avion arrive. Et ça recommence. Non, ça

n’est pas la même guerre !

“Et Verdun ?”

“Non, ce n’est pas la même chose ! Je vous assure, ce n’est pas la même chose”.

Et nous nous abîmons dans la pensée de l’impréparation matérielle de cette guerre et de l’utilisation que les Allemands ont su tirer de leur aviation surclassant nettement la nôtre. Hélas, car nos hommes au combat valent bien les leurs. A qui la faute ? Nous arrêtons là cette conversation pénible. Les avions sont passés. Il est 14 heures et l’on m’attend à Attichy.

Le premier car est arrivé. Le camion de l’Intendance également. Le Maire et ses collaborateurs, avec un grand dévouement, commencent la distribution des vivres. J’interroge les évacués. Ils arrivent des Ardennes et me racontent ce qu’ils ont vu.

Le logement est assuré. La gendarmerie barre la route de Compiègne. Je remercie la municipalité, lui promettant de faire renouveler les envois de denrées par l’Intendance, et je repars. Pas très loin. En gare d’Attichy, un train de troupe obstrue la route. Tout à coup, des ordres : «Cachez vous ! » Les avions Allemands reviennent, puis nous survolent. Ce train de troupe est une belle cible ! Mais les avions se sont délestés. Sinon... J’allais l’apprendre bientôt.

Ils passent pendant que D.C.A. et mitrailleuses tirent, tirent, en vain.

Un quart d’heure s’écoule. La barrière du passage à niveau est levée.

Premières bombes : 18 civils tués

Compiègne ! Compiègne est en feu. Les escadrilles que nous venons de voir se sont acharnées sur la ville. Les premières bombes ont encadré l’Hôtel de Ville. Deux, derrière, ont fait quelques dégâts. Mais d’autres sont tombées sur le café de la Cloche, une autre rue Napoléon, près du café Français. Une femme est tuée devant le ESSI, Des bombes incendiaires ont complété l’oeuvre de destruction, rue Solferino et tout autour du pont de l’Oise.

Il y a de nombreux tués dans cette foule de pauvres gens qui, fuyant leurs régions dévastées, sont venus chercher la mort dans nos rues et sur nos routes. Objectifs militaires ? Mais comment ! Quelques exemples :

Place du Change : Les magasins Potelle, pâtissier ; Montigny, tabacs ; Loys.

Rue des Domeliers : Maisons Fleury et Marlier.

Rue des Cordeliers : Maison Desmarets et deux autres.

Rue des Minimés : la B.R.O. et l’atelier de cordonnerie, en face.

Rue Pierre Sauvage : Les devantures Algier et Leclercq-Bidault sont en mauvais état.

Rue du Pont Margny : Deux maisons, dont celle de M. Vedrée, puis celle de MM. Cagnache, Herteaux, Armet, et de l’octroi de la route de Beauvais ont de gros dégâts.

Et rue Hippolyte Bottier !

Et rue Joseph Leprince !

Je circule, m’informe, mais évidemment ne puis tout voir ni citer. Un autocar, près du pont supérieur, flambe.

Je passe deux heures à visiter les lieux et fais prévenir la Préfecture. Je vois le commandant de la Place, le commissaire de police. La lutte contre l'incendie, les secours aux blessés, la recherche des morts sous les décombres s'organisent pendant qu'un immense brasier éclaire la nuit lugubre.

On m'annonce 18 tués et 80 civils blessés. Plus les ignorés. Les évacués accélèrent le pas à la vue de ces incendies qu'ils traversent, de cette tuerie tragique. L'Ecole de d'Etat Major stationnée à Compiègne est dissoute, mais les officiers sont maintenus momentanément à la disposition de l'armée. Dure et lugubre journée que celle du 17 mai !

Il faut avoir les nerfs solides !

18 MAI

Le défilé des évacués continue toujours dans la ville en feu. Leur triste convoi est dévié de la rue Solferino. Des avions français apparaissent dans la matinée, et nous nous sentons, à leur vue, un peu plus en sécurité. Mais bientôt ce sont encore des avions allemands. Des bombes tombent, 25 rue des Réservoirs, 3 et 5 rue Saint-Joseph, près de l'Hôpital, au Sport nautique, au pont du chemin de fer, dans la plaine de Clairoux, etc..

Les travaux de déblaiement continuent pendant que nos hôpitaux soignent les blessés.

A la Place, peu de nouvelles militaires, mais toujours l'afflux croissant des troupes de la 5^e Armée en retraite en Belgique, semant la panique. Les Compiègnois font leurs malles. Les dernières maisons de commerce ferment. Le pillage continue. On m'annonce deux pelotons de gardes mobiles pour mettre bon ordre, à la demande du commandant de la place.

Le poste de police s'installe au Jeu de Paume, près de la sous-préfecture. Je fais appel à l'Intendance pour ravitailler la population en même temps que les évacués qui passent. On m'apporte quelques centaines de boules de pain que je case dans mon garage.

A 20 heures, je pars dîner à l'H.O.E. 2 (*Hôpital d'évacuation secondaire*. NDLR) à Royallieu avec les docteurs



Incendie de la rue Solferino
Photo Hutin

Nicolas et Corbin. J'ai à peine passé la place de l'Hôpital qu'une bombe tombe et tue un jeune pharmacien.

19 MAI

Dimanche. Triste soeur de l'avant-veille. L'aviation allemande est maîtresse de notre ciel. Nous avons compté 16 alertes, puis la sirène de l'Hôtel de Ville s'est tue.

On m'annonce des départs. Garnier a relevé en ce jour les heures et lieux de bombardement. Je le copie.

"A 5 h 20, Bombardement de Clairoux".

"A 17 h 10, Bombardement de Choisy-au-Bac"

"A 7 h 30, Bombardement d'Estrées-Saint-Denis, de Jaux, de Longueil-Ste-Marie"

"De 9 h 55 à 10 h 12, Bombardement du centre de Compiègne. Destruction des maisons Wattelier, Cahors, Massiou, Garages Collard, Nouvelles Galeries, etc."

"A 11 h 30, 13 h 45, 17 h 27 et 18 h 15, nouveaux bombardements". Le feu de la rue Solferino gagne la rue de la Corne de Cerf, puis la rue Saint-Corneille. Les conduites d'eau sont coupées. Il n'y a plus de pression pour alimenter les lances des cinq pauvres sapeurs-pompiers demeurés sous les ordres du capitaine Fournaise. Je me débats avec les ministères pour obtenir des moyens d'évacuation, train ou autobus. On évalue à 30.000 le nombre de personnes qui traversent Compiègne de jour comme de nuit. Et cela depuis 8 jours. On m'assure que 3.000 ont couché cette nuit dans les abris du Palais. Dans quelles conditions d'hygiène ! Il est impossible de ravitailler cette foule. Alors aidons-là à fuir au plus vite. Or, les femmes, les vieillards, les enfants, sont exténués. Ces questions de transports et de ravitaillement m'attirent un ordre formel, énergique même :

"Débrouillez vous !". Sans commentaires ...

J'agirai donc seul, et utiliserai mes relations personnelles à Paris et dans les ministères. Mme de Rothschild que, du reste, je viens de voir et que j'ai mis au courant de mes démarches inutiles, m'offre son appui auprès de Georges Mandel.

Il est 20 heures, le téléphone sonne une fois de plus :

"le ministère de l'Intérieur !..".

Le président Baitry m'interroge. Je ne puis répondre...

21 heures. Je vais chercher un restaurant pour dîner, s'il en est un qui n'ait pas baissé à jamais son rideau de fer. Je donne à ma concierge par prudence l'adresse du Café Français sans doute ouvert et où l'ami Richard me trouvera bien un casse-croûte.

Mais le téléphone sonne encore au moment où j'allais partir.

"On vous demande de la Présidence du Conseil. "

"Ici, le Président du Conseil, Paul Raynaud. Comment ça va à Compiègne ? "

"Assez mal, Monsieur le Président "

"Pourquoi assez mal ? "

"Depuis le 10 mai, la ville est traversée chaque jour par quelque 30.000 évacués qui filent vers le Sud. Ils viennent de Belgique, de Hollande, des Ardennes du Nord, etc.

Au début c'était les autos qui passaient vite, ne s'arrêtant

sans doute qu'à Paris ou au-delà, puis ce furent les voitures hippomobiles, des chariots, l'embouteillage ! Et maintenant ce sont les piétons et c'est beaucoup plus grave. Certains sont à bout de forces. Il leur faut des abris, car nous sommes bombardés chaque jour. Il leur faut manger, et je n'ai rien. Tous les magasins sont fermés, abandonnés, pillés. Il me faut des moyens de transport. Je réclame et je n'ai même pas de promesses. L'Intendance me donne des boules de pain et c'est tout. Elle ne peut, du reste, faire d'avantage".

- "Et parmi ces évacués, il y a beaucoup de militaires ? "

Je passe sur la suite de cette conversation insensée.

Le Président du Conseil était vraiment bien mal renseigné

- " Et qu'en faites-vous ? "

- "L'Ecole d'Etat-major qui stationnait à Compiègne a été dissoute vendredi 17. L'Etat-major a donné mission à des officiers de barrer les routes et de regrouper les troupes "

- " Quand vous les avez regroupées, qu'en faites vous ? "

- "Je n'ai pas l'habitude d'être au courant des secrets d'Etat-major "

- "Vous avez raison. Je vais m'adresser au général commandant la 2^e Région. Que faut-il pour vous aider ? "

- "Des vivres, des camions, des trains "

- "Je vais m'occuper des vivres et des camions. Quant aux trains, ils sont nécessaires pour les mouvements de l'Armée".

Ainsi prit fin cette conversation qui m'impressionna et qui se grava pour toujours dans mon souvenir.

20 MAI

Comme chaque matin, la D.C.A. et le ronronnement des avions allemands arrivant par la vallée de l'Aisne sonnent le réveil aux environs de 4h30. Quatre à cinq heures de sommeil. C'est tout. Les nuits sont courtes. Autant se lever, tant de questions agitant mon esprit. Je pense entre autres au coup de téléphone d'hier soir que je tiens à signaler au Préfet. Je raccroche aux premières heures de la matinée ; la question ravitaillement et transports avec M. Robert Schuman, sous-secrétaire d'Etat, chargé des évacués, que j'ai bien connu en Moselle, ainsi qu'avec M. Ricou, avec M. Leca, directeur du Cabinet du président Reynaud, avec le capitaine Roland-Gosselin, le capitaine Vuable, le capitaine Collet du service des transports au ministère de la guerre ; avec mon collègue Musso, préfet, directeur du cabinet de M. Mandel, ministre de l'Intérieur.

J'ai la visite de Mme de Rothschild à qui j'expose que j'ai besoin d'aide pour vaincre les difficultés actuelles qu'elle connaît. Elle m'informe que les malades et le personnel de l'hôpital général seront évacués au début de l'après midi. Je consigne l'ambulance à ma disposition, car je crains d'en avoir besoin.

Je parcours rues et places au milieu des évacués fatigués et lamentablement tristes.

- " Où allez-vous ainsi ? "

- " Je ne sais. Vers le Midi "

On ouvre pour eux les grandes salles Saint-Nicolas et je m'y rends. On les entasse.

Les bombardements ! Je relève au carnet précis de l'ami Garnier :

" Bombardements du centre de la ville à 5h30, 9h15, 10h02, 14h45, 16h22, 17h38 et 18h10 "

En ce 20 mai, enfin, à 10h., on m'annonce l'arrivée de 175 autobus de Paris. C'est beaucoup en même temps, car l'aviation allemande nous survole sans cesse. Il faut donc aviser. Je donne ordre que ces autobus se rangent sous les arbres des avenues le long du Golf et du champ de course. Le camouflage doit être sévère dans l'intérêt même des chauffeurs et de la population.

A 10h30, un sous lieutenant du Génie se présente. Les autobus sont là. Comment les répartir ? J'ai une liste prête, celle des hôpitaux publics et privés, avec le nombre de malades, de grabataires notamment. Les autres autobus se porteront en divers points dans la boucle formée par l'Oise et l'Aisne, avec ordre de charger uniquement les vieillards, les femmes et les enfants. Des sifflements, des éclatements proches interrompent notre conversation. La D.C.A. cogne. Mais nous y sommes habitués. Je regarde le lieutenant qui ne bronche pas et l'étude de la manoeuvre continue. L'officier part, pendant que du côté de la gare des bombes éclatent. Bielle arrive et m'annonce que... Mais passons !

A 14h, un train sanitaire enlève les malades de l'hôpital général de Compiègne et de Saint-Joseph, auxquels se joignent des malades et des enfants.

Il fait nuit, on m'apporte un télégramme circulaire m'ordonnant "de faire fabriquer par tous les moyens des quantités maxima de pain pour ravitailler les réfugiés en requérant patrons et ouvriers boulangers et, suivant les circonstances, les bouchers, les charcutiers, les meuniers restés en place ou évacués de passage".

"Réquisitionnez, disait-on, dans les magasins en commençant par ceux fermés par suite de départ, toutes les denrées alimentaires pour ces réfugiés. Donnez toutes dérogations pour l'ouverture des boutiques de bouchers, de charcutiers et d'alimentation. Donnez tous pouvoirs aux maires pour faire réquisitions et fabrications. Considérez vous vous-même comme investi par le gouvernement de pouvoir discrétionnaire et total sauf ralliement subordonné à un ordre de l'Autorité Militaire, pour faire face à toute situation qui pourrait se présenter".

Ces ordres sont inapplicables puisqu'il n'y a plus à Compiègne ni boulanger, ni boucher, ni réserve. Les devantures des magasins sont défoncées, les portes grand'ouvertes, les étagères vides, les emballages éventrés et dispersés en une indicible pagaille. Je vais coucher ce soir dans les caves cimentées de la Banque de France. A l'abri d'un obus, mais non d'une bombe. Je suis littéralement éreinté, car il est près de minuit et je suis debout depuis 4 heures.

Le président Baitry se demande, et je me demande, si je tiendrai le coup.

21 MAI

3 heures du matin.

Nouveau télégramme daté du 20, sans heure :

“ Ordre d'évacuer est donné par Autorité Militaire. Exécuter dans toute la mesure du possible le repli vers le sud-ouest. La permanence de la Préfecture actuellement à Chaumont en Vexin ”.

Je me lève et quitte la Banque de France. Mes voisins de lit m'estiment sans doute bien encombrant, mais ils se lèvent aussi, car c'est l'annonce du départ, et... du plein d'essence.

J'appelle la dactylographe, logée comme tout mon personnel à la sous-préfecture. Je diffuse le message aux gendarmes, maires et chefs de service.

Le Préfet téléphone et me confirme qu'il est déjà à Chaumont-en-Vexin où je dois le rejoindre.

Je donne ordre à mon personnel de prendre place, avec les archives préparées, dans les deux camions dont je dispose, et fixe à 13 heures l'heure du départ des services pour Chaumont-en-Vexin. J'attends un complément d'autobus promis par Leca. Ils arrivent. Il y en a 8. Il est 14 heures. Mon personnel vient de partir avec les archives.

A ce moment, le maire de Tilloloy (Somme), téléphone :

“ Les Allemands sont à cinq kilomètres d'ici. J'ai 12 vieillards dans mon hôpital communal. Je ne veux pas les abandonner. Amiens est aux mains des Allemands. La sous-préfecture et la gendarmerie de Montdidier sont fermées. Pouvez vous m'envoyer un camion pour venir nous chercher ? ”.

Je réponds affirmativement. Je vais près des chauffeurs qui attendent le départ. Je demande un volontaire. Ils le sont tous. Il y a le risque à courir d'arriver après les avant-gardes ennemies. J'accepte l'offre du premier. Je le conduits jusqu'au bas de la côte de Margny et lui explique sur la carte la route à suivre.

Au retour, une sentinelle m'arrête : “ Tu viens de passer trois fois déjà ici cet après-midi. C'est trop. Tes papiers ”.

Je montre mes papiers, décline mes noms et qualité :

“ Je m'en f...Toi suspect. Si tu passes encore, je tire. Tu as compris. Que je ne te revoie plus ! ”.

J'essaie de lui faire comprendre qu'en effet j'étais allé par deux fois à la gare pour recevoir des trains de blessés, mais il est inutile d'insister, et je repars avec une certaine appréhension. Les fusils peuvent être dangereux en certaines mains. J'en informe cependant Lhuillier à la Place.

Je rentre et répartis les 70 autobus en direction de Noyon, d'Attichy et aux confins de l'Aisne.

Les Allemands sont à 30 km de Compiègne sur le canal de Ham et aux abords de Chauny. De Cuts même, dit-on. Il y a encore nombre de civils au nord des ponts de l'Aisne, que je sais tous minés. Certains vieillards ne veulent pas partir. L'armée parle de les évacuer de force.

Les bombardements continuent. Des maires, des amis passent, s'arrêtent pour me serrer la main.



La Place de l'Hôtel de ville en flamme
Photo Hutin

“ Au revoir. A quand ? ”. Minutes tristes ! Nous allons donc connaître, nous aussi, le pénible exode sur les routes de France.

21 heures.

Ma voiture est prête, chargée du choix que j'ai fait dans mes vêtements et de tout ce à quoi je tiens le plus. Elle est bourrée cependant. Près d'elle, les voitures de la police de Compiègne et de quelques employés. Nous partirons tous ensemble, et nous passerons par Versailles, où se trouve ma famille.

Je téléphone à l'ami Lhuillier, capitaine adjudant major de la Place, pour me faire inviter, ou plutôt nous faire inviter à dîner en ce dernier soir. Nous le rejoignons dans les sous-sols du Palais, rue d'Ulm.

Il y a là le colonel V... commandant la Place et Lhuillier. Il y a Bielle, commissaire de police, Garnier, etc. Le dîner est gai malgré tout, à peine interrompu par les adieux de l'Intendant R..., qui se replie sur Nantes, par ordre.

23 heures.

Au revoir ! Six voitures partent en direction de Senlis, que nous atteignons avec beaucoup de difficultés vers minuit. Des troupes montent. La place de Senlis, à l'entrée, est barrée. J'arrive à me frayer un passage non sans essuyer les apostrophes violentes d'un gendarme. Mais les cinq voitures ne suivent pas, et n'atteindront Versailles qu'à 11 heures du matin. Les avions vrombissent dans la nuit. Quelle hécatombe si une bombe tombait dans cet enchevêtrement de militaires et de civils ! Je file au plus vite avec ma chienne, Mitsou, un peu inquiète. Brave Mitsou.

Je suis tellement exténué que je m'endors au volant. Un choc contre les pavés du trottoir gauche de la route me réveille. Heureusement, la route est libre, réservée à l'armée. Je me rendors encore cinq fois en moins de 30 kms. Il est fou de continuer. Voici la Patte-d'oie de Gonesse. Je dis au gendarme de service au carrefour de prévenir les cinq voitures qui me suivent, si elles ont pu passer. Je monte la voiture sur le bas-côté. Il est 1 heure du matin. Je tombe de sommeil.

22 MAI

Ordre de rentrer

3 h30. Un coup est frappé à la vitre de ma portière. Il n'y a que deux heures et demie que je dors. Mais la nuit à nouveau est finie. Il pleut à torrent
"Rangez-vous sur le trottoir de suite".

J'y suis déjà, deux roues sur quatre. J'exécute. Un bruit sourd s'approche. Ce sont d'énormes tanks qui montent... Puis des camions, des autos. Il pleut toujours. Mais Paris est proche. St Denis. Versailles. Je pars. A cinq heures, je cherche un bar ouvert à Versailles, je m'arrête au "Khédivé", boulevard de la Reine, à 100 mètres de ma famille. Un café, deux cafés, d'excellents croissants tout chauds. Le jour paraît. J'achète un journal. Titres catastrophiques. Un client m'interroge. Nous causons. De mon expérience peu encourageante, on le devine... Mes yeux sont fatigués, ma barbe de huit jours m'impose à l'attention des clients matinaux.

J'attends. Il est encore trop tôt pour aller réveiller les miens. Je m'y décide cependant. Je sonne, la porte s'ouvre de suite, et j'apprends qu'ils viennent de partir pour Clermont-Ferrant. C'était écrit ! Soyons philosophe !

La traversée de Pontoise est particulièrement difficile. Je me heurte à la nuée des voitures qui décalent sur Paris. Enfin, Chaumont-en-Vexin : c'est affolant, 1500 habitants, 15.000 réfugiés.

Quelle folie d'avoir lancé 300.000 habitants en un seul jour, sur ces routes. Je cherche les bureaux de la Préfecture. Ils sont installés à la Poste. Là aussi, c'est la pagaille, l'agitation. Et le téléphone crie dans cette foule affolée.

"Le Patron ?"

"Appelé à Paris par Mandel. Il paraît que l'ordre d'évacuation va être rapporté. Ne descends pas ta malle de ta voiture. On va repartir. En attendant, viens déjeuner" me dit Mariacci, secrétaire général de la préfecture.

"Peu important les ordres d'où ils viennent. Je suis crevé. Je veux dormir, dormir. Quant à repartir ce soir, ah ça, non Je refuse !"

Je roule dans la foule. Mme Mariacci m'accueille d'une façon charmante : "Nous avons souvent pensé à vous à Compiègne, aux dangers que vous avez courus. Enfin vous voilà !". Excellent déjeuner, ça va mieux". Nous parlons de la situation. Il se confirme que le Préfet ne reviendra pas. Par ailleurs, l'ordre d'évacuation est rapporté. La nuit tombe sur nos misères. Un tour au sommet du village épargné. Bah ! Nous ferons demain le chemin en sens inverse. En fataliste, dans l'inconnu de leur sort. Pour ce soir, bonne nuit.

23 MAI

6 heures.

On cause fort au premier étage. Mariacci est sans pitié. Les voix s'éloignent. Mariacci frappe.

"Sais-tu qui me quitte ? C'est Vacquier, préfet de St Briec, nommé dans l'Oise. Mandel l'a appelé hier soir

et lui a donné ordre de prendre son service à 6 h du matin. Il roule sur Beauvais !"

Cette nouvelle met un terme à la nuit que j'espérais longue. Je pense à Vacquier que je n'ai vu qu'une seule fois. Il m'a laissé l'impression d'un dur. Peu malléable. Un chef pas commode Ca va barder !

A 11 H., la voiture, chargée à bloc, roule vers Beauvais. La ville est intacte. Je me présente au nouveau préfet ? Brève conversation:

"J'espère en votre visite prochaine à Compiègne qui brûle".

"Pas avant que vous n'y soyez vous même." Bigre !... ça commence !

Je déjeune avec mes employés, et à 16 h. je fais ma rentrée à Compiègne que survolent encore deux avions allemands. Après une hésitation, nos six voitures franchissent l'Oise, traversent la rue Solférino où l'incendie continue son oeuvre. La D.C.A. cogne. Toujours pas d'appareils français. Guiscard où nous trouvons le brave maire, M. Dracheux, à sa mairie malgré son âge, ses besicles sur le nez :

"Je n'ai plus guère, nous dit-il, qu'une centaine d'administrés. Les Allemands sont à quelques 5 km, au canal de Ham. Du reste, ils ont tiré sur Guiscard, ce matin"

En effet, trop court, de 100 mètres !

Nous continuons notre route, longeons des dépôts d'obus cachés dans le fossé. Une pièce de 75 est là, bien camouflée. Un officier s'avance, nous questionne, puis nous intime l'ordre de faire demi-tour. Les lignes sont proches. On ne passe pas. Du reste, un avion nous survole et peut déclencher le tir des batteries d'en face. A quoi bon ? Il faut du reste penser aux artilleurs, à leur batterie, aux réserves d'obus. Ces derniers ne furent du reste pas utilisés.

Retour à Guiscard où nous retrouvons le chef de la brigade de gendarmerie.

"Savez-vous si M. Vasseux, sénateur, est à Golancourt ? A Golancourt ? Mais il n'y a plus personne, absolument personne !. J'y vais en service toutes les nuits. Je vous l'assure. Pensez-vous ? Les Allemands sont tout près !". Nous poussons cependant une pointe sur Berlancourt, où un de nos employés en assurera la comptabilité, la garde et la vente.

Je signale au préfet qu'il n'y a plus qu'une seule borne d'essence en ville et que les réfugiés m'en réclament. Je puis en trouver dans un dépôt plus proche.

"Entendu. Signez des ordres de réquisition. Vous délivrerez l'essence gratuitement aux évacués qui passent".

Je signe immédiatement un bon de 2.200 litres à entreposer dans la cabane aux légumes et m'enquiers d'une pompe portative.

24 MAI

Calme relatif. Cependant certaines communes sont bombardées : La Croix St Ouen, Cuise La Motte, Vieux Moulin, Pierrefonds, Noyon, etc. On me dit que les Allemands auraient percé près de Cuts, puis auraient été refoulés. En tous cas, le canon semble se rapprocher.

Du ministère de l'Intérieur on me demande ce qu'est devenu un maire auquel on s'intéresse là-bas. Toutes les lignes téléphoniques sont coupées. Il faut donc y aller moi-même, d'un saut. " Le maire est parti le premier ", me dit d'un air agressif, un vieillard assis au soleil devant sa porte.

Je décide d'installer mes bureaux au rez-de-chaussée de la sous-préfecture. Au cas où les " zizi ", comme dit Bielle, viendraient à s'intéresser à notre coin jusqu'ici épargné, il nous serait plus facile de nous réfugier dans l'abri invulnérable du Palais. Le tribunal s'installe dans le petit salon, le commissaire de police près de moi.

Bielle m'annonce que l'on vient de trouver à la morgue 8 cadavres en putréfaction. Il faut donc que les agents de police se transforment en terrassiers des morts. La police fait avec dévouement tous les métiers. Il n'y a pas le choix, en attendant le retour des employés municipaux qui sont du côté d'Evreux, et qui, en même temps que la population, ont reçu ordre de rentrer.

Nous créons la popote de la sous-préfecture. Le brigadier Lefèvre devient chef cuisinier. Très compétent du reste. Le ravitaillement s'organise, facile, car les cultivateurs avant de partir nous offrent porcs et volailles.

15 h. Le préfet Vaquier.

Il a tenu parole et m'aborde en ces termes :

" Vous aviez raison, hier, il faut venir à Compiègne pour sentir que la guerre est là ".

Je me sens moins seul devant mes difficultés, mes responsabilités matérielles et morales, à l'égard de mes rares administrés encore là. Je lui dis notre triste situation. Des maires viennent me signaler que des mères vont accoucher. L'H.O.E. 1- qui a succédé à l'H.O.E.2 replié dans l'Eure - veut bien s'en charger.

Le préfet me promet des vivres, des légumes. Un médecin aussi. Et il repart alors que les avions ennemis continuent leur ronde.

25 MAI

Matinée sans histoires et relativement calme. La D.C.A. a commencé à cogner à 4 h30. C'est une habitude. Du reste les vaches regroupées par Cotel dans le petit parc du Palais, beuglent dès le lever du jour.

A 15 h. le préfet arrive à nouveau.

Incident violent entre lui et X...Je passe !.

Le préfet me prescrit d'être toujours en uniforme :

" Ainsi, me dit-il, vous aurez la faculté de vous faire respecter, s'il le faut ".

J'exécute et nous partons au P.C. d'un général de brigade à Crisolles. Absent. Nous filons, un soldat nous confie qu'il ne reste plus que trois vieillards qui préfèrent mourir sous leur maison que de partir dans l'inconnu méridional. " Ils ont bien raison ", dit le préfet .

Nous rentrons par Tracy-le-Val où se trouve un état-major de corps d'armée. Le général fait les cent pas devant ses malles. Il a reçu ordre de se replier sur la rive droite de l'Oise, plus sûre. Il va s'installer près de Ribécourt. Nous rentrons. La sentinelle de l'autre croise de nouveau la baïonnette mais ne me reconnaissant pas, ne me menace

point d'une balle dans la peau ! Je lui rappelle ses menaces de mort.

Un camion de légumes et de fruits vient d'arriver. Les ordres donnés par le préfet, la veille, ont rapidement été exécutés. Je fais décharger les denrées dans la petite cabane près du Jeu de Paume.

Justement voilà le garde champêtre. Il se débrouille comme il peut, ajoute-t-il.

On fait du pain, ici, où deux soldats travaillent. Je les félicite. J'avance à Saint Crépin au Bois et rentre téléphoner au ministère de l'Intérieur, où l'on s'inquiète.

27 MAI

Il faut improviser un hôpital pour les civils. Je rencontre à midi, rue Saint-Corneille, un brave homme qui sort de l'ancienne Abbaye où sont les magasins de l'Intendance. On lui a refusé à manger, dit-il. Sa femme, gravement malade, est alitée au 2^e étage d'une maison où ils demeurent seuls. Ils n'ont plus aucune denrée. Je le ramène au magasin de l'Intendance où le lieutenant G... lui fait remettre une demi boule et un bon morceau de viande.

Combien sont-ils ainsi à Compiègne ?

Les pillards ont fait table rase. Les magasins sont vides. Je me laisse dire qu'il y a encore ici un millier d'habitants dont 600 à 700 fonctionnaires, cheminots, postiers (pour lesquels j'ai réquisitionné un rez-de-chaussée en face de leurs bureaux). La mairie de Compiègne est sans occupant. C'est le commissaire de police Bielle, aidé de ses agents qui remplace les absents. Des questions multiples se posent. Enfin Bielle se débrouille comme il peut, et bien. Cela ne peut durer. Je rédige une note..., et je veux savoir où nous en sommes. Deux conseillers sont là.

Je charge Robert des fonctions de Maire - dans l'ordre du tableau ! - et lui demande de s'occuper du ravitaillement de nos compatriotes. Quand à Cotel, il est, depuis le 25, en relation avec les Services d'Agriculture pour le regroupement des animaux abandonnés dans les fermes, ou dans les prés.

Il les fait conduire dans le Petit Parc du Palais, ce qui me vaut, tous les matins d'être réveillé au petit jour, en même temps que la D. C. A. et les avions allemands. Mais non au chant du coq. Ah ! Les vaches !

Robert et Cotel prennent maintenant la plupart de leur repas à la popote. Notre collaboration est complète, amicale, confiante. Il n'y a rien de tel que les heures difficiles que nous vivons pour assurer l'amitié, simple et totale. Du reste, dans le garage et dans le sous-sol, la police, les pompiers, mes employés sont installés. Chez les uns et les autres, le ravitaillement est excellent et abondant. Les amis, nos invités, courent vivement chercher une bonne bouteille " que les Allemands ne boiront pas ". La gaîté règne au milieu des ruines. Pourquoi pas, au fond ? Demain ce sera peut-être notre tour.

Jamais nous n'étions aussi heureux de boire et chanter, en 1914-1918, que la veille du jour où nous allions monter en ligne, incertains d'en revenir tous. C'est normal.

Ah ! Cette popote ! Et son hymne national ! Le poète

Prévost, juge de paix, n'en revient pas. Il l'a chantée du reste dans un recueil de vers ("Au fil des jours") consacré à Compiègne.

Et pendant ce temps, les bombardements continuent dans la région : Cours Guynemer, la Croix St Ouen.

On me dit que la voiture du maire de La Croix a été démolie.

Je fais placarder aux portes des fonctionnaires non rentrés une note les enjoignant de se présenter à mes bureaux et de faire constater, sans délai, leur retour.

A 15 heures le Préfet revient. Il est accompagné de l'Intendant et l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Il ne s'arrête que quelques minutes. Il va à Noyon et à Montdidier.

29 MAI

Je suis allé ce soir après une nouvelle journée très dure prendre l'apéritif et me délasser une heure, invité par un ami le receveur des Finances dans le cadre reposant du 8, avenue Napoléon. J'y suis resté dix minutes à peine. Déjà un cycliste vient me chercher. Le Préfet m'attend. Encore ! Il rentre de Noyon où il a eu un gros incident... Le Préfet me confie un officier en mission secrète et un de ses agents. Je les garde à dîner.

30 MAI

On m'annonce que l'officier après m'avoir quitté hier soir été victime peu après d'un grave accident d'automobile en rejoignant sa famille à F.V... à 30 km de Compiègne. Il est hospitalisé.

Je me fais honte dans la glace avec ma barbe de huit jours mais je ne trouve pas le temps de parfaire ma toilette. Du reste, on nous photographie, en groupe, dans les jardins de la Sous-Préfecture.

1er JUIN

L'H.O.E. 1. de Royallieu me téléphone :

" Par ordre de l'armée, tous les lits doivent être disponibles dans les 24 heures. En conséquence, veuillez évacuer les 35 civils actuellement soignés par nous".

Mais je n'ai plus d'hôpital, plus de service médical, plus de Croix-Rouge. Chaque jour on m'annonce des maternités prochaines. Je suis seul à résoudre en 24 heures le problème ainsi posé. Je vous promets d'agir au plus vite. Que faire si vous m'abandonnez ?

Je téléphone à la Préfecture. Un médecin tchécoslovaque peut partir. " Nous ne pouvons faire mieux ".

J'envoie la police à la recherche d'infirmières civiles. En vain. Le temps passe. Et voilà que coup sur coup j'ai deux visites :

Mme de Geoffre : " J'accours à votre secours, que vous faut-il ? ". Je lui fais part de mes ennuis. Il me faut deux infirmières au minimum. J'ai décidé de rouvrir l'ancien hôpital complémentaire Fournier-Sarlovèze, rue Saint-

Lazare, où tout le matériel se trouverait encore. Je ferai vérifier.

" Vous aurez deux infirmières demain. Je vais dès ce soir passer à S.S.B.M. à Paris ".

Mme de Geoffre est à peine sortie qu'entre Mme de Rothschild. Même offre d'assistance, même promesse. Je remercie Mme de Geoffre et Mme de Rothschild qui, risquant les continuel bombardements de nos routes et de nos villages, viennent jusqu'à nous. J'ai confiance en leur promesse. Voilà donc une affaire réglée en moins de deux heures. Je n'en espérais pas tant.

J'informe de suite l'H.O.E. de Royallieu afin de calmer l'impatience du médecin colonel.

2 JUIN

A 11 heures, apparaissent les deux infirmières promises. J'envoie le brigadier Héry chercher les clefs de l'ancien hôpital auxiliaire Fournier-Sarlovèze.

A midi, l'une des infirmières, Melle B... de Boussois-sur-Sambre, vient me chercher et me demande d'aller, cinq minutes, voir. J'y vais...

Je demande à la mairie de recruter deux femmes de ménage pour aider les infirmières à nettoyer les lieux.

Des avions en nombre passent en direction du Sud, Paris sans doute, ou Creil. Une heure après ils repassent. Trois avions français attaquent un gros bombardier. Successivement, en quelques minutes, deux d'entre eux tombent en flammes en direction de Verberie.

4 JUIN

Le canon gronde, c'est l'offensive

L'infirmier de la rue Saint Lazare est ouverte et peut désormais recevoir malades et blessés civils. Mais les infirmières me signalent que le médecin tchécoslovaque se précipite à la cave dès qu'il entend la D.C.A. et qu'il y demeure longtemps, longtemps...

Des camions m'ont été envoyés ce matin. J'ai décidé, d'accord avec l'H.O.E. qui s'impatiente et téléphone sans cesse, de leur confier les malades civils qui sont hospitalisés à Royallieu et dont le désir de partir plus loin cadre avec le nôtre, civil et militaire. Le canon gronde de plus en plus fort. Cuts serait aux mains des Allemands. Certains ajoutent : Nampcel.

Le 26e RI. qui vient d'arriver, établit des chicanes dans les rues face à la boucle de l'Oise et de l'Aisne, sur la route de Clermont et du pont de l'Oise, lequel, du reste, est miné.

5 JUIN

La prise de Cuts est confirmée. Les Allemands avanceraient sur Lassigny. Compiègne devient ville fortifiée. Cependant que les bombardements sont moins fréquents.

On parle du départ de l'Etat-major du 26e R.I.

Pendant ce temps, nous sommes assaillis par des lettres de gens partis quelque part en France, qui demandent des

renseignements sur leur maison, leurs meubles et nous prient de “veiller à leur conservation” ! Pas moins Il nous faudrait un peu plus de loisirs, pauvres gens inconscients ! Et nous arrêtons une réponse passe-partout disant en somme : “ L’ordre d’évacuation du 21 mai a été rapporté le 22. Rien ne vous empêche de venir assurer vous même la garde de vos biens ”.

Certes, la police est là, au complet, mais il eût fallu décupler ses effectifs. Et encore, la nuit ?.

Et Bielle me communique une lettre inquiète d’une certaine personne touchant de près une haute personnalité.

Il la conservera dans un coin...

6 JUIN

L’offensive allemande sur Lassigny se confirme. De même sur Carlepont, Ribécourt et Moulin-sous-Touvent.

Je retéléphone au ministère de la Guerre, à la permanence, signale l’ordre d’évacuation, l’avance allemande et la nécessité de m’envoyer, dans la matinée du 7 les camions et les trains, si possible. Promis.

7 JUIN

Le front est percé ; nouvelle évacuation.

Je convoque le capitaine Marchal et le commissaire de police pour discuter, dès 8 heures, des dernières mesures à prendre. Le capitaine Marchal est à Noyon. Il en arrive à 10 heures. Il a quitté la ville au moment où les Allemands y entraient et a essuyé quelques coups de feu des patrouilles avancées.

Je discute avec Bielle des dernières instructions. Il est trop tôt pour téléphoner aux ministères. L’ordre d’évacuation a été diffusé par la gendarmerie au cours de la nuit .



Compiègne 1940 après les bombardements Photo Hutin

J’insiste pour l’évacuation rapide de tous les civils demeurés encore entre Oise et Aisne. Les ponts sont minés, tout le monde le sait, l’a pu voir. L’ordre peut arriver d’un moment à l’autre, de les faire sauter. Et alors toute route de repli sera fermée.

A 20 h 30, alors que la popote était réunie en cet ultime dîner, me parvient l’ordre d’évacuation “ au Nord d’une ligne allant de Maignelay à Verberie en passant par Estrées St Denis, ces cantons compris ”.

Le Préfet m’ordonne de rejoindre Beauvais. J’ai demandé des camions et des trains s’il en est encore possible. Je répond donc : “ Dès que je pourrai, avec mes employés, la police et les sapeurs-pompiers ”.

Je diffuse l’ordre d’évacuation. Ainsi, tel fonctionnaire, ne viendra plus chaque matin me demander: “ Quand part-on ?”. On sourit : “Mais il est parti ce matin, sans plus attendre ”. Je dois dire à l’honneur de tous les fonctionnaires que ce fut le premier et le seul qui partit avant l’heure.

Des gens passent, passent lamentablement, parfois s’arrêtent pour me serrer la main, tel l’ami Bailly de Vieux Moulin, qui a tenu jusqu’au dernier moment malgré les bombardement de sa petite commune cependant sans intérêt militaire comme tant d’autres, et aussi pour faire le plein d’essence !

Aux questions posées, je réponds que j’attends des autocars, mais que je ne les espère guère. En effet, ce 7 juin, à 16 heures, je n’en avais vu l’ombre d’un seul. J’avais cependant, d’après les renseignements recueillis auprès des maires attardés, établis un plan de dernière évacuation aussi précis que possible... Toujours rien. Un Compiègnois vient me demander pour évacuer son linge fin. Je le reçois plutôt mal, prétendant que les êtres humains m’intéressent plus que sa garde-robe. Enfin, j’apprends que depuis la fin de la matinée, des camions et des camionnettes circulent dans la région de Lassigny, Ressons-sur-Matz, Monchy-Humière et Pierrefonds, en ordre dispersé, sans les ren-

seignements que j'avais pu cependant obtenir. La dernière pagaille !

A 13 heures, je vois surgir Mme de Villiers de la Noue, soeur de Guynemer, dont on ne saurait trop louer le dévouement, car la Section sanitaire automobile féminine a rendu en cette circonstance, comme les jours précédents du reste avec beaucoup de cran, de très grands services à nos malheureuses populations. Mme de la Noue me demande s'il y a d'autres villages à visiter en bordure de la ligne de feu après m'avoir signalé ceux parcourus par la Section pendant la journée. Et je la vois encore prenant des notes sur la roue de secours de sa petite voiture.

Pendant ce temps, cinq trains avaient poussé à Compiègne pour recueillir le reste des pauvres gens qui ne s'étaient pas décidés à partir. Je les avais demandés dans la nuit du 6 au 7 spécifiant "ou dans la nuit". On me les envoya en ce clair après-midi et je ne fus rassuré que, lorsque vers 19 h, je fus informé que le dernier était parti pour Paris. Alors je pouvais m'apprêter également.

Quitter cette maison, ces meubles, ces menus souvenirs. Quelle tristesse ! Et pourtant ! J'avais préparé peu à peu dès que j'avais dix minutes de tranquillité mes vêtements, quelques papiers.

A 20 heures, tout était chargé. Survint le capitaine régulateur des routes. Et voilà qu'un coup de canon déchire l'air. Qu'est-ce à dire ? Ce n'est pas le bruit d'une explosion. Nous nous accoudons à la fenêtre. Quelques minutes s'écoulent. Nouveau coup, nouveau départ, car il n'y a pas de doute, ce n'est pas une arrivée. J'en ai assez entendu en 1914-1918. Le commissaire Bielle nous confirme que deux batteries tirent par-dessus nos têtes, l'une de l'orée de la forêt, l'autre du côté de Venette.

Nous voilà donc en première ligne, les derniers civils, ou presque. Nous dînons rapidement tous les trois, de nos restes et de nos dernières bouteilles. Non ! Huit camions Renault arrivent encore : "Nous venons chercher les populations à évacuer".

"Vous arrivez quand la bataille est terminée. La nôtre du moins, car nous sommes évacués depuis 24 heures. Il n'y a plus guère de civils devant nous et du reste les Allemands arrivent à Rethondes, à Choisy-au-Bac et à Ressons-sur-Matz. Mais, du côté de La Croix St Ouen ou d'Estrées St Denis, il y a encore des enfants et des vieillards à embarquer".

Je devais, vers 22 heures, retrouver mes huit camions arrêtés à La Croix St Ouen, chargeant qui voulaient monter. A ce moment de la traversée du village, un soldat harassé s'arrête devant un ouvrier, qui regardait les camions, appuyé sur sa bicyclette. D'un geste rapide, il prend son arme à la bretelle et la tend de ses deux mains à la face de l'ouvrier. Celui-ci pour parer, non le coup, mais le geste, lâche son vélo. Le soldat s'en empare et file, laissant là son propriétaire, figé dans la position du "présentez armes".

A 22h30, arrivée en groupe à Roberval où nous attend l'ami Boyron qui m'avait téléphoné dans la matinée.

Je lui avais demandé l'hospitalité, soucieux de passer une nuit au calme. Une bonne nuit de repos. Nous étions neuf. D'excellents lits nous attendaient. Avec un casse-croûte !

Quel sommeil ! Merci Boyron.

8 JUIN

Rassemblement à 8 h 30. Départ pour Beauvais. La circulation est intense. La traversée de Clermont avec ses chicanes multiples me semble longue. Quelle belle cible que cette foule pour les avions qui, là-haut, nous survolent.

Enfin voilà Beauvais, intacte le 23 mai, mais déjà bien touchée en ce 8 juin. Les maisons effondrées par les bombardements récents sentent la poudre.

La cour de la Préfecture est encombrée et agitée. Deux camions y stationnent. Des femmes montent. Un ordre est arrivé ce matin : "Les femmes et les mobilisables partent. Les autres restent. Il n'y a plus d'évacuation globale. Ordre du Ministre de l'Intérieur Mandel".

"Quelle est votre situation" ? me demande le préfet Vaquier.

"Officier de réserve en affectation spéciale".

"Alors, partez de suite. Dans cinq minutes Beauvais sera mise à feu et à sang par l'aviation allemande".

"Et vous, vous restez ?"

"Pas de sentiments ! Ce n'est pas le moment. Rejoignez Vannes. Vous aurez des ordres à Mantes. Adieu". Nous filons, inquiets malgré tout des prédictions du patron. Les Allemands sont à Sérifontaine et la route de Gisors doit être coupée. Alors direction Méru.

Les prédictions se réalisent. Il est 10h15. Au passage à niveau de Voisinlieu, un, puis deux, puis dix sifflements lugubres. Les maisons s'écroulent. Nous sommes près de la gare. Quatre voitures. Je m'arrête et me couche rapidement en bordure du trottoir. La place est mauvaise et nos voitures sont visibles. Pourtant, il ne faut plus compter filer. La vitre de mon phare gauche d'auto saute. La rue est envahie de la poussière des ruines nouvelles, pendant que ma chienne Mitsou hurle à la mort. Et cela dure cinq longues minutes.

Je me relève. Le commissaire me crie : "Personne n'est touché. Filons". Et je file à toute vitesse. J'aperçois un bois où nous pourrions nous dissimuler. Des troupes y sont déjà cachées. Un autre bois, encore des troupes. Enfin, un carrefour, quelques arbres. J'attends les trois autres voitures. Ouf ! Nous l'avons échappé belle. Et nous repartons vers notre destinée. A Mantes, en plein embouteillage.

Le Préfet Billecard qui gesticule et assure le service d'ordre m'aperçoit, m'interroge et me demande de le rejoindre à Versailles :

"Après l'Oise, la Seine-et-Oise. Vous avez l'expérience des difficultés que je vais rencontrer. Et vous êtes trop sportif pour aller vous reposer".

C'est une opinion. Je consulte le commissaire de police et nous cédon. En route pour Versailles.

Je m'installe chez mon beau-père et vais dès le 9 juin, voir à Paris, l'appartement de mon beau-frère.

Le soir, visite à de Rothschild et excellent dîner chez Francis avec Bielle et Garnier qui, au volant, se perd dans le bois de Boulogne, non éclairé évidemment. Il m'est paru

que Francis avait quelque responsabilité...

Les commerçants de Versailles partent les uns après les autres, comme Compiègne. Des réquisitions s'imposent. Billecard m'en charge, mais le 12, il rentre de Paris en m'annonçant que Paris et Versailles sont déclarées villes ouvertes et qu'il se replie avec son cabinet et son secrétariat général administratif sur Etampes, laissant le secrétaire général à la police de Versailles pour recevoir les Allemands et assurer l'ordre.

C'est un au revoir, ou un adieu. Le soir même avec Bielle je reprends le volant. En route pour Vannes en passant par Tours. C'est l'espoir d'un repos que je crois gagné.

Je roule jusqu'à 1 heure et repars à 3 heures. Voici Tours où le préfet, mon vieil ami Vernet, m'annonce que je suis nommé depuis trois jours au Havre.

Mais les Allemands, dit-il, sont entrés au Havre ce matin même. Je ne rejoindrai donc pas et n'en ai nulle envie.

Un arrêt au château de Grammont où Bielle demande et obtient sa nomination à Clermont-Ferrand. Il m'accompagne cependant à Vannes où mes services doivent être installés depuis cinq jours, pour récupérer sa malle chargée le 7 sur le camion de Compiègne. Un arrêt à Nantes. Vannes enfin, où j'apprends que mon personnel est à Lorient où je dois rejoindre. Bielle quitte Vannes sans sa malle qui est à Lorient. Le dernier train part ce soir même et il risque d'être bloqué en ce cul-de-sac. Je suis chargé du service des réfugiés. J'ai une réquisition pour une chambre confortable au château de Quernevel, où M. et Mme Déportes m'accueillent avec une amabilité dont je leur suis fidèlement reconnaissant. La Recette des Finances est à mes côtés.

Fin de la première partie

Les souvenirs d'Albert Guerineau se poursuivent jusqu'en 1942, date de son départ de Compiègne. Nous publierons prochainement ce témoignage sous le titre « Compiègne sous la botte ».
(NDRL)